

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 30/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS PCC FRANCE

Route d'Arles
Salin de Giraud
13129 Arles

Références : D-00281-2025/LRAR N°1A 214 953 2490 7
Code AIOT : 0006400913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement IMERYS PCC FRANCE implanté Route d'Arles Salin de Giraud 13129 Arles. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'effectue dans le cadre de l'action coup de poing 2025 "perte d'utilités", menée sur l'intégralité de la région PACA. Cette action fait suite à des événements récents, qui ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de perte d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS PCC FRANCE
- Route d'Arles - Salin de Giraud - 13129 Arles
- Code AIOT : 0006400913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IMERYS PCC exploite une usine de fabrication de carbonate de calcium précipité (CCP) sur le territoire de la commune d'Arles, au lieu-dit Salin de Giraud. L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juillet 2009 et relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3420-e et 3310-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection : perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	2 mois
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	1 mois 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection sur le thème "Perte d'utilité électrique" a permis de vérifier l'organisation du site face à une perte d'électricité.

L'exploitant dispose d'une procédure intitulée « Centrale Production d'électricité - Instruction d'exploitation » lui permettant de secourir électriquement, entièrement, son site et le site voisin, M2i. Il convient tout de même de compléter cette dernière en intégrant les autres moyens de secours (groupes électrogènes et onduleurs) ainsi que les équipements secourus. Il est également primordial d'identifier les modalités formelles en lien avec la convention établie entre IMERYS PCC

et M2i, notamment sur la disponibilité des moyens de secours relatifs à la perte d'utilité électrique (programmation des interventions, transmission des rapports de maintenance et tests réalisés, etc.)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.[...]
Constats : Le site est alimenté par le réseau ENEDIS. Après avoir présenté globalement le fonctionnement de son site, la zone de fabrication du carbonate de calcium précipité, et ses utilités (four à chaux fonctionnant au gaz, chaudière à gaz, moyens de défense contre l'incendie secouru par des groupes électrogènes), l'exploitant informe disposer de deux groupes électrogènes de 1 600 kWh chacun, capables de secourir entièrement son établissement et le site industriel voisin M2i. L'exploitant précise en séance que le site a déjà fait face à plusieurs reprises à une perte de l'utilité électrique notamment lors de certains épisodes orageux nécessitant des mesures préventives de protection de ses installations. En 2022, le site a subi une coupure électrique d'une semaine et a fonctionné avec ses deux groupes électrogènes lors de travaux de remplacement du transformateur du village de Salin-de-Giraud.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des

consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

Constats :

L'exploitant informe disposer d'une procédure assurant la gestion de la centrale de production d'électricité : celle-ci permet au site de faire face à différentes situations (demande de coupure électrique du fournisseur lors de périodes d'effacement ou démarche préventive interne en cas d'orages pour protéger certaines installations).

Dans ce cadre, le site n'a pas élaboré de mesures spécifiques portant sur la mise en sécurité de son site, intégrant notamment les autres utilités du site ou bien, le cas échéant, les zones à risques identifiées. Il ajoute que la coupure du courant électrique entraînera l'arrêt des machines notamment dans le bâtiment de fabrication, sans engendrer de risques majeurs.

Post-inspection, l'exploitant a transmis la procédure intitulée « Centrale Production d'électricité - Instruction d'exploitation » datant du 09 août 2017. Celle-ci précise les conditions opératoires permettant de mettre en service les deux groupes électrogènes de secours selon la configuration de fonctionnement de l'usine :

I) – Alimentation via le réseau ENEDIS ;

II) – Alimentation complète de l'usine par les groupes de secours ;

III) – Alimentation Préventive (épisodes orageux) ;

- Départ « EST » : L'Est de l'usine est alimenté par le réseau Enedis ;
- Départ « OUEST » : L'Ouest de l'usine est alimenté par les groupes de secours ;

IV) – Alimentation par les groupes et EDF (couplage permanent en période EJP).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'élaborer une procédure de mise en sécurité de son site en cas de perte d'utilité électrique non secourue, intégrant les utilités (énergies et/ou fluides) susceptibles d'être impactées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose en plus des deux groupes électrogènes évoqués dans les points de contrôle précédents, d'autres groupes électrogènes de secours supplant la perte électrique.</p> <p>Lors de l'inspection par sondage, l'exploitant a été interrogé au sujet du moteur de secours du</p>

réseau d'eau incendie basse pression (3,5 bars). Ce moteur secoure électriquement les deux pompes de 400 m ³ /h alimentant les poteaux incendie répartis sur les sites d'IMERYS PCC et de M2i.
L'exploitant indique posséder des onduleurs sur son site sans être en mesure de détailler les appareils secourus par ces derniers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant inclut, dans sa procédure de gestion de la centrale de production d'électricité de secours, l'ensemble des autres groupes de secours et onduleurs présents sur le site ainsi que les équipements secourus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux groupes électrogènes assurant le fonctionnement du site en cas de perte d'utilité électrique font l'objet d'un suivi auprès d'un prestataire externe, ENERIA. Le jour de la visite, un des deux groupes faisait l'objet d'une maintenance annuelle approfondie.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection s'est rendue en salle Pcex afin d'interroger le personnel sur les mesures</p>

en place assurant la disponibilité des moyens de secours en cas d'incendie : groupe électrogène secourant les motopompes 400 m³/h. L'agent interrogé a présenté la procédure nommée « Test Utilisation du GE G0742 » datant du 18/01/2024 incluant notamment le contrôle périodique (hebdomadaire) du niveau des liquides (huile, carburant, refroidissement, etc.) et le démarrage du groupe.

Concernant les onduleurs présents sur le site, aucune information relative à leur maintenance ou autonomie n'a été fournie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- D'intégrer dans sa procédure de mise en sécurité de son site, l'ensemble des moyens de secours y compris des onduleurs présents ainsi que les procédures de maintenance associées ;
- De transmettre les deux derniers rapports de maintenance et des tests réalisés sur les groupes électrogènes ;
- Les sites IMERYS PCC et M2i doivent conjointement examiner les conditions formelles de leur convention et, si nécessaire, les actualiser puis définir un mode de transmission des rapports de suivi (maintenance et tests) à mettre en œuvre..

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois, 3 mois